

# LEA SACRIFIÉES

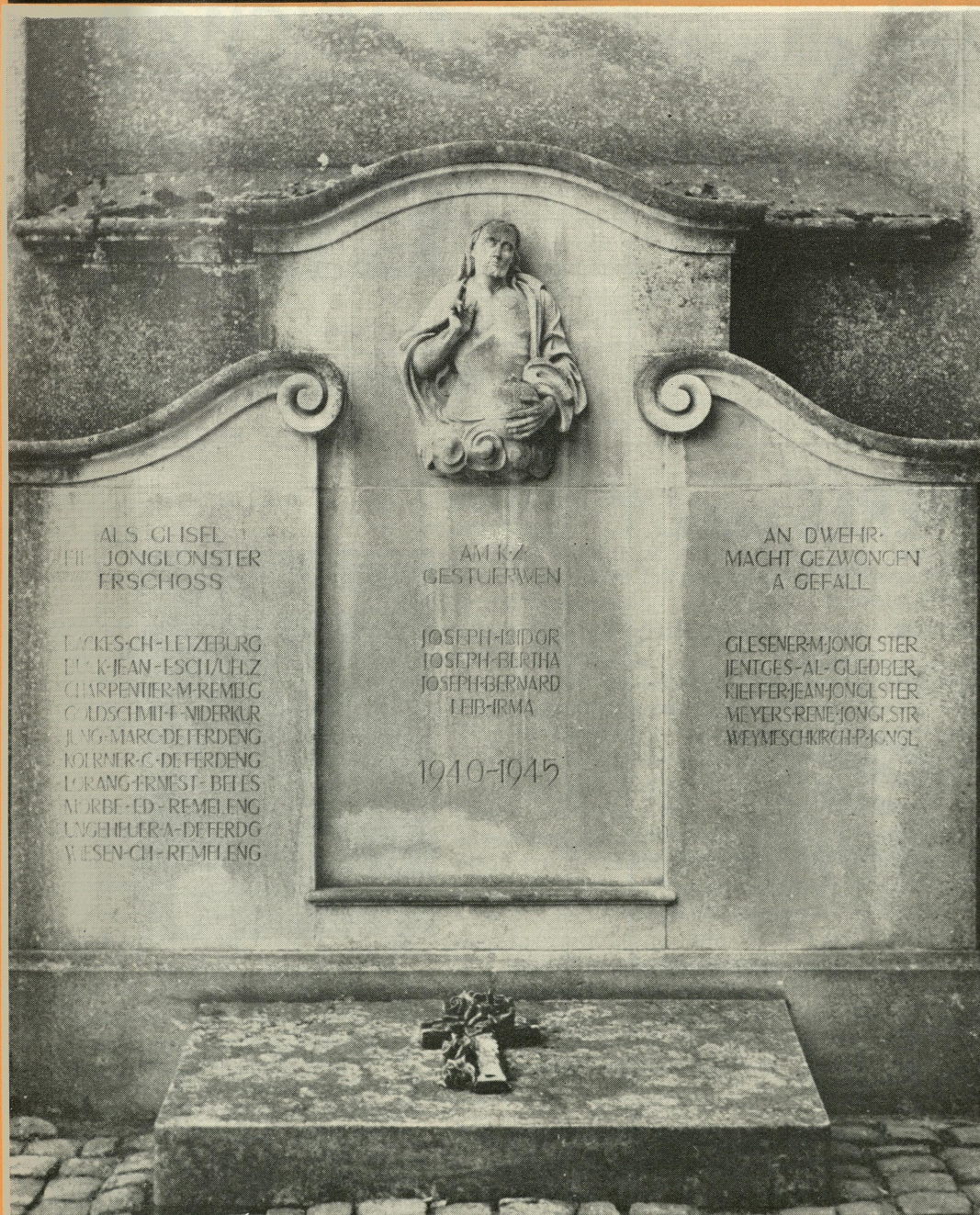
Bulletin mensuel de la Fédération des Victimes du Nazisme enrôlées de Force

N° 2 / 1969

9e année

Prix: 8,- frs lux.

Abonnement: 50,- frs

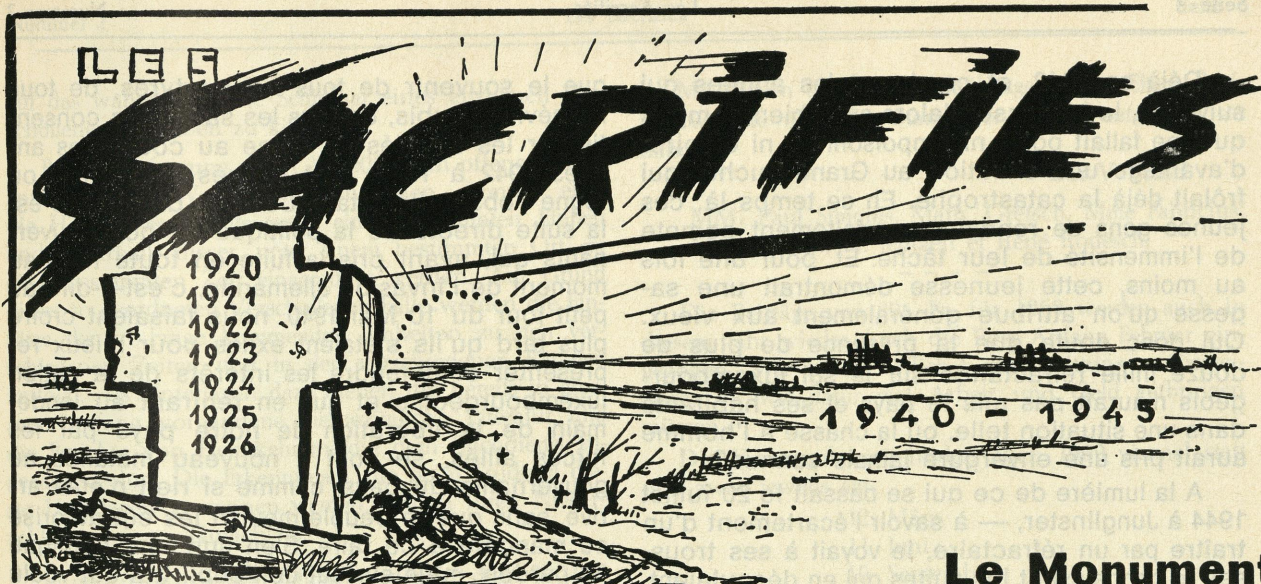


Monument  
aux  
Morts

Junglinster

(lire en page 3)

Rédaction:  
9, rue du Fort Elisabeth  
Luxembourg



**Tirage 10 000**

## **Le Monument aux Morts de Junglinster**

Situé à gauche de l'entrée de l'église paroissiale.  
Inauguré le 14 septembre 1952.

La simplicité du monument aux morts de Junglinster ne reflète que difficilement l'immense martyre infligé au peuple luxembourgeois par l'inhumain occupant allemand à la suite d'un seul acte de résistance. Les faits, qui s'en rappelle?

Au lendemain du 20 juillet 1944, jour de la liquidation de l'«Ortsgruppenleiter» de Junglinster, Alphonse Calmes (de triste mémoire d'ailleurs), par un réfractaire, les représailles allemandes n'allaient pas tarder. Et, pour une fois, les Luxembourgeois eurent un avant-goût des représailles massives et collectives dont les Teutons avaient l'habitude et dont ils avaient fournis des exemples à d'autres occasions et endroits: A Lidice ou à Oradour, pour ne citer que ces deux villes en exemple.

Heureusement, il ne s'agissait en la personne du fusillé Calmes que d'un simple, mais fervant et fidèle collaborateur des Nazis.

Et pourtant un grand nombre de personnes de Junglinster et des alentours fut appréhendé, incarcéré, interrogé et maltraité par la Gestapo. La plupart, cependant fut relâchée, d'autres furent retenues pour n'être libérées qu'après la chute définitive du III. Reich.

Mais dix personnes prises en otage furent exécutées. Leurs noms sont repris sur la plaque gauche du monument aux morts. Ils sont tombés sous les balles allemandes et représentent, si l'on veut, la contre valeur d'un seul traître luxembourgeois.

Il ne faut vraiment que peu d'imagination pour se figurer quelles auraient été les représailles appliquées par les barbares allemands, s'il s'était agi en la personne fusillée d'un Allemand de la haute hiérarchie nazie, du «Gauleiter» Gustave Simon par exemple, au lieu du prétentieux collaborateur Calmes de Junglinster! Les conséquences auraient été des plus néfastes, voire catastrophiques. A cela il n'y a pas de doute.

Dès lors, il faut convenir avec les Enrôlés de Force que les ressortissants des années 1920 à 1927 ont rendu un immense service à la nation luxembourgeoise, en acceptant la déportation militaire dans la «Wehrmacht», plutôt que de devenir tous réfractaires, mettant ainsi le pays en péril, voire perdition.

### **Aus dem Inhalt**

Jahresbericht der Elternvereinigung

Endlich ist es soweit

«Votre problème sera traité  
prioritairement»

Henri Léon Roth (II)

Aus der Perspektive des Wählers

Nos camarades nous écrivent

Päng!

Nach der «Zeit», der «Stern»

Zu starke nervliche Belastung

«Lex Gerstenmaier» und wir

Fédération des Victimes du Nazisme Enrôlées de Force a.s.b.l.  
Siège: Luxembourg, 9, rue du Fort Elisabeth. - Case postale 17 - Luxembourg-Gare  
C. C. P. 313-29

Rédaction du bulletin mensuel «Les Sacrifiés» Luxembourg, 9, rue du Fort Elisabeth Case postale 17 - Luxembourg-Gare

Monument National - C. C. P. 319-10.

Fonds d'Action - C.C.P. 210-49

La Fédération représente:

l'Association des Parents des Déportés Militaires Luxembourgeois, Secrétariat: 21, rue du Fossé, Luxembourg, C. C. P.

59-02 ● la Ligue Luxembourgeoise des Mutilés et Invalides de Guerre 1940-1945, Case postale 382 - Luxembourg-Ville, C.C.P. 286-33 ● l'Amicale des Anciens de Tambow, Secrétariat: Kleinbettingen, 12, rue de la Gare, C.C.P. 240-07 ● l'Association des Enrôlés de Force Victimes du Nazisme, Secrétariat: Luxembourg, 9, rue du Fort Elisabeth Case postale 17 - Luxembourg Gare, C.C.P. 313-24

Imprimerie Hermann, Luxembourg

Déjà en 1942, et ce durant les années qui suivaient, la jeunesse d'alors avait bien compris qu'il ne fallait point ni empoisonner, ni empirer d'avantage une situation au Grand-Duché, qui frôlait déjà la catastrophe. En ce temps là, ces jeunes gens se rendaient parfaitement compte de l'immensité de leur tâche. Et, pour une fois au moins, cette jeunesse démontrait une sagesse qu'on attribue généralement aux vieux. Qui donc doute que la présence de plus de douze mille réfractaires sur le sol luxembourgeois n'aurait pas mis le pays et ses habitants dans une situation telle, où la chasse à l'homme aurait pris une envergure jamais connue?

A la lumière de ce qui se passait le 20 juillet 1944 à Junglinster, — à savoir l'écartement d'un traître par un réfractaire, le voyait à ses trouses et connaissant les suites qui en découlaient, — il apparaît clairement que les conséquences d'une vaste chasse aux insoumis et aux réfractaires par les Allemands auraient amené la destruction certaine du pays par ces derniers. Qui donc aurait interdit à ces malheureux de défendre leur vie, l'arme au poing? Vu sous cet aspect, il valait bien mieux défendre sa propre vie et celle des proches parents et d'autres encore sur les champs de bataille lointains que sur le sol natal!

Et tous ceux qui, après la guerre et même jusqu'à présent, ont reproché aux Enrôlés de Force d'avoir porté un uniforme allemand, que personne d'ailleurs n'abhorrerait plus que ces pauvres gars eux-mêmes; tous ces étourdis, ces espions, ces peu scrupuleux qui ne se croyaient pas concernés, tous ils ont eu plus d'heur que de sagesse. En réalité, tout le monde était concerné au Luxembourg, même les quislings, les collaborateurs et les traîtres. En ces temps-là, notre pays se trouvait à l'extrême bord de l'abîme.

Mais tous ces événements ont eu lieu dans un passé bien lointain. Il apparaît aujourd'hui

## Jahresbericht der Elternvereinigung für 1968.

Schon stehen wir erneut, nach Jahresablauf, vor der Aufgabe allen Mitgliedern über die Tätigkeit Bericht zu erstatten. Aus Sparsamkeitsgründen werden wir den Bericht nur im „Sacrifiés“ veröffentlichen und nicht wie bisher an die einzelnen Mitglieder versenden.

Werte Eltern!

Wie Ihnen bereits voriges Jahr mitgeteilt wurde, wird die Deutsche Suchaktion bis 1972 abgeschlossen sein. Wir hatten uns daher an unsern Rapatriierungsminister in Brüssel gewandt, und um Informationen über den Stand unseres Suchdienstes gebeten. In dankeswerter Weise wurde uns am 11. November ein eingehender Bericht übermittelt; nachstehend geben wir die wesentlichen Angaben bekannt.

Im Oktober konnten die Befragungen nicht mehr weiter geführt werden. Das Kommissariat ist

zur Zeit damit beschäftigt, den interessierten Familien die Resultate der bisherigen Suchaktion mitzuteilen. Nach der Zahl der beantragten Todeserklärungen sind die Informationen günstig aufgenommen worden. Es ist selbstverständlich, daß in besonderen Fällen die Nachforschungen wieder aufgenommen werden.

Das Deutsche Rote Kreuz tut übrigens zur Zeit das Gleiche. Dieses hat die Einzelbefragung eingestellt und durch eine neue Methode ersetzt. Diese hat zum Zweck, bis zum Abschluß möglichst viele Fälle en bloc zu klären. Dazu heißt es: „Dessen ungeachtet, hat der DRK-Suchdienst München geprüft, welchen weiteren Weg es gibt, um noch Verschollenenschicksale zu klären. Dieser Weg zeigt sich bei der Verfolgung des Einsatzes und des Schicksals einer bestimmten Einheit oder bei der Feststellung der Verhältnisse in einem Kriegsgefangenenlager. Es ergab sich, daß es in vielen Fällen ohne weiteres möglich ist, von dem Schicksal einer Einheit oder von den Verhältnissen in einem Kriegsgefangenenlager

que le souvenir de tous les martyres, de tous les sévices subis, de tous les sacrifices consentis par les Enrôlés de Force au cours des années 1942 à 1945, sont relégués à l'endroit où règne l'obscurité totale. Cet état de choses est la suite directe de la politique de nos gouvernants qui, ayant pris la fuite en toute hâte au moment de l'invasion allemande, c'est-à-dire au petit jour du 10 Mai 1940, nous faisaient croire plus tard qu'ils s'étaient exilés pour mieux représenter et défendre les intérêts de la nation luxembourgeoise et qui, en rentrant au lendemain de la libération de notre pays par les forces alliées, se sont à nouveau installés au gouvernail du pays, comme si rien n'était arrivé, sans que le peuple meurtri les eût autorisé ou mandaté à ce faire. S'en suit une politique du pardon, mais surtout de l'oubli qui eut voulu que tous les grands exploits, les actes héroïques et patriotiques s'effacent dans les ténèbres! Il ne leur vient pas à l'esprit de réhabiliter une génération discriminée tout au long d'un quart de siècle. Et encore de nos jours nos hommes politiques ont la frousse et les genoux mous lorsqu'il s'agit d'exiger des héritiers du III. Reich la réparation du crime inouï commis sur les Enrôlés de Force.

Quoiqu'il en soit, toujours est-il que les monuments aux morts érigés un peu partout dans nos localités témoignent des martyres et sacrifices consentis dans l'intérêt de la nation toute entière.

Honneur à tous ceux dont les noms y sont gravés!

s. n.

auf das wahrscheinliche Schicksal eines einzelnen Verschollenen schließen zu können.

Bei der Befragung von 1.260.000 noch offenen Suchanträgen nach Wehrmachtverschollenen, konnte etwa die Hälfte dieser Fälle unter einer bestimmten Einheit und, innerhalb dieser, unter einem bestimmten Ort, zu einer bestimmten Zeit eingeordnet werden. Auf Grund dieser so geordneten Verschollenen-Fälle werden die Einsätze der in Frage kommenden Einheiten zu den verschiedenen Zeiten und in den verschiedenen Räumen verfolgt. Als Unterlagen dazu dienen die bereits in grossem Umfang vorhandene diesbezügliche Literatur und die Berichte von Heimkehrern, die dem Suchdienst zugegangen sind. Die Erkenntnisse, die beim Studium dieser Unterlagen gewonnen werden, finden ihren Niederschlag in einem Gutachten.

In den nächsten fünf Jahren werden für diese 500.000 Wehrmachtverschollenenfälle solche Gutachten ausgearbeitet und den Angehörigen zugestellt. Daraufhin wird der Suchantrag abgeschlossen.

Die Mitteilungen an die Eltern schließen mit folgenden Worten:

„Wenn am Ende dieser Darstellung auch der Schluß gezogen wird, daß Ihr Angehöriger zu den Opfern des 2. Weltkrieges gezählt werden muß, die nicht mehr nach Hause zurückkehren konnten, hoffen wir dennoch, Sie durch die Bekanntgabe des Nachforschungsergebnisses von jahrelang ertragener Ungewißheit zu befreien.“

Über unsere langjährige Forderung der Suche innerhalb der D.D.R. schreibt man uns, die Kontakte mit dem dortigen Roten Kreuz seien alle ohne positive Resultate verlaufen.

Von dem russischen Roten Kreuz gingen lediglich drei Todesmeldungen ein, die vom Kommissariat den Eltern mitgeteilt wurden. Sollten sich neue Angaben finden, so wird unser Rapatriement mit größter Aufmerksamkeit die Angelegenheit prüfen.

Mit diesen offiziellen Mitteilungen, liebe Eltern, hoffen wir sie über den Stand der Dinge aufgeklärt zu haben.

Der Vorstand.

MM: Paul Simonis, Math. Gretsch, Mme Fabricius, Mme Gilson, M. Jentgen et René Rodesch.

Die Beiträge von 80.- Fr. für 1969 werden auch in diesem Jahr wieder durch die Post Anfang Februar eingezogen. Wir bitten höflichst die Quittung zu begleiten, da wir dafür viel Arbeit und Geld aufbringen müssen.

Die Versammlungen finden auch 1969 viermal statt und zwar jeweils am:

12. März  
11. Juni  
10. September  
10. Dezember

Kassenbericht für 1968

Auch in diesem Jahr haben wir unser Guthaben bei der Sparkasse nicht berührt.

	Einnahmen	Ausgaben
	30.150.-	30.250.-
Postscheck		Postscheck
1967	699.-	1968 599.-
	30.849.-	30.849.-
Inventar		
	Postscheck 599.-	
	Sparkasse 40.827.-	
	Zinsen 1225.-	
	Prämie 408.-	
	Total: 43.059.-	
1 Schreibmaschine	2000.-	

## Endlich ist es soweit

Nach dreimonatigem Rumoren hinter den Kulissen der politischen Bühne ließ der „Deus ex machina“ den Vorhang aufgehen. Lange, viel zu lange hatte es gedauert. Zur schlechten Gewohnheit wurden die verschleppenden Manöver der Regierungsbildung. Das erscheint uns töricht und ist keineswegs dazu angetan, das Vertrauen des zahlenden Publikums zu erwecken. Als nun doch endlich der Vorhang aufging, traten aus den Kulissen fünf alte und zwei neue Akteure: Vier schwarze und drei blaue Männer traten ins Rampenlicht, sechs beschriebene Blätter und ein unbeschriebenes dem neugierig wartenden Volk vorhaltend.

Ob die Vorstellung nun beginnt? Wer daran zweifelt, ist um ein vieles ungläubiger als es einst jener „ungläubiger Thomas“ war!

Und wir stellen fest: Mit der Gewißheit einer richtiggehenden Uhr wechseln sich die schwarz-roten, schwarz-blauen Regierungskonstellationen ab u. blieben der Tradition treu. Denn in Luxemburg gilt es als sicher, daß nach jedem Urnengang der Bürger die Regierungsfarbe ändert. Und seit mehr als 50 Jahren wird in unserem Ländchen keine politische Farbe gemischt ohne das Schwarz der C.S.V. Das wäre an und für sich nicht einmal ein Grund, es festzuhalten. Das Bemerkenswerte daran ist die unlegbare Tatsache, daß schon gleich nach der Mixtur weder von der roten noch von der blauen Farbe etwas zu sehen bleibt. Wozu eigentlich jedesmal das lange Mixen? Um die ganze Angelegenheit spannender zu machen, — verstehe schon!

Unbegreiflich ist allerdings der neuerliche Reifall der Blauen. Denn was ein jedes Kind bereits weis, — nämlich, wer mit den „Schwarzen“ Luxemburas ein Bündnis eingeht, läßt bei den nächsten Wahlen unweigerlich Federn! — müßten doch auch die „Blauen“ bereits in Erfahrung gebracht haben. Jedenfalls ist das die Lehre, die die Erfahrung der Vergangenheit uns aufzwingt.

Das Blau, welches am 18. Januar noch so rein leuchtete, ist unter der schwarzen Tünche verschwunden. Und schon müssen die „Demokraten“ das Recht des Stärkeren, der Christlich-Sozialen, über sich ergehen lassen. (Sehr christlich ist das eigentlich nicht! Ob die schon mal was von Nächstenliebe gehört haben?) Der neuen Regierungsequipe fehlt ein vollständiges, genau definiertes Programm. Der Weg zur Manipulation steht weit offen. Und die Demokraten werden, wofern sie es nicht bereits schon sind, manipuliert werden!

Warum haben die Demokraten eigentlich nicht darauf bestanden, daß ein fest umrissenes Regierungsprogramm gleich zu Beginn ausgehandelt und aufgestellt wurde? Die Antwort darauf gab Jean Wolter am 31.1.69 im L.W. Er schrieb: „..... im Gegensatz zu der von der ‚großen Koalition‘ geübten Praxis, verfügt die CSV — DP-Regierung demnach über einen größeren Spielraum für die eigenen Initiativen“. Das ist doch recht deutlich und klar. Im Spielraum der CSV — DP-Regierung wird die DP zum Spielball und am Ende der kommenden Legislaturperiode — — — zum Sündenbock. In der Vergangenheit war das noch nie anders, und in der Zukunft wird es sich wohl kaum ändern. Noch jedesmal waren es die CSV-Männer, die dem Lande nur Gutes bescherten, derweil der jeweilige Regierungspartner verantwortlich gemacht wurde für alles Schlechte, für alle nicht gehaltenen Versprechen.

Obschon wir Zwangsrekrutierte als Bürger daran interessiert sind, daß die vielen Versprechen, die während der Wahlkampagne gemacht wurden, nun auch nachträglich in die Wirklichkeit umgesetzt werden, beschränken wir uns hier vorerst auf jene, die unsere Gruppe seitens der Demokratischen Partei gemacht wurden.

Auf Seite 2 der 1. Wahlnummer, November 1968, der Demokratischen Partei lasen wir in Fettdruck:

„Die Demokratische Partei gab allen „Enrôlés de Force“, die sich auf ihrer Liste befinden, die Zusicherung, daß unser Problem gelöst wird und zwar als Priorität.“

In derselben 1. Wahlnummer lasen wir zum Schluß des politischen Aktionsprogramms der Demokratischen Partei 1968, das sich über die Seiten 6, 7, 8 und 9 erstreckt:

#### ENROLES DE FORCE

„Verbesserung der gesetzlichen Bestimmungen über das Statut der Zwangsrekrutierte und Naziopfer.

Prioritäre und definitive Regelung des Problems der „Enrôlés de Force.“  
(Deutschland soll seinen Verpflichtungen nachkommen.)“

In der Wahlnummer, Dezember 1968, der D. P., lasen wir auf Seite 2, 4. Kolonne in einem Aufsatz von Paul Meyer:

„.....“

Denn die Demokratische Partei hat die Lösung des Problems der Enrôlés de Force **prioritär in ihrem Programm verankert!**“

Auf den Seiten 10 und 11 derselben Wahlnummer war das „Kurzgefaßte Aktionsprogramm der Demokratischen Partei“ abgedruckt. Kurzgefaßt war es, leider, denn darin suchte man vergebens nach dem prioritär zu behandelnden Problem der Zwangsrekrutierte. Kein Wort, keine Silbe. Und das ist doch wohl Anlaß genug, stutzig zu werden. Prioritär! — — — So hieß es, liebe Kameraden!

Nunwohl, in wieweit das vorstehende Versprechen Realität werden wird, wird die Zukunft uns zeigen. All zuviel Optimismus ist fehl am Platz.

Damit uns aber niemand nachträglich kommt und behauptet, ihm seien die Belange der Zwangsrekrutierte fremd, legen wir unsere Forderungen nochmals vor.

Wir verlangen eine Umänderung des Gesetzes vom 25. Februar 1967 über verschiedene Maßnahmen zu Gunsten der Personen, welche Opfer illegaler Akte der Besetzungsmacht wurden.

1. Alle Angehörige der Jahrgänge, die zur Wehrmacht, zum RAD, zum KHD oder sonstigen militärischen und paramilitärischen Formationen des nazionalsozialistischen Deutschlands deportiert wurden, müssen als Opfer des Nazismus anerkannt werden und dementsprechend behandelt und entschädigt werden. Weiter hat auch Deutschland dies anzuerkennen und die Konsequenz daraus zu ziehen und zwar: Integrale Wiedergutmachung.
2. Die Rechte der Aszendenten.  
Den Eltern gefallener Zwangsrekrutierte, denen durch Gesetz vom 25. Februar 1967 keine Rente zugestanden wurde, muß eine steuerfreie Anerkennungrente von 500,- Franken pro Monat für 2 noch lebende Elternteile und 400,- Franken für einen lebenden Elternteil zugestanden werden.
3. Den rezentesten medizinischen Feststellungen zufolge haben alle Naziopfer in den Kriegsjahren mehr oder weniger schwere gesundheitliche Schäden durch Deportation erlitten. Nachträglich, sehr häufig auftretende Krankheiten sind die Folgen roher Behandlungen und Mißhandlungen durch die Nazis. Die sogenannte „présomption d'origine de maladie“, d.h. spät auftretende Krankheiten als Folgen des Krieges, muß gesetzlich verankert werden. Die erniedrigende Bettelei und zu Kreuzkriecherei der kranken und schwächlichen Kameraden muß endlich aufhören.

Nicht der Kranke, sondern die zuständige kompetente Stelle soll den Beweis erbringen müssen, ob eine Krankheit die späte Folge erlittener Schäden im Kriege ist oder nicht. Inzwischen ist der Kranke auf Kosten des „Dommages de Guerre“ zu behandeln.

4. Die Zeit, welche in deutschen militärischen, paramilitärischen Organisationen, in den Kasernen und Gefängnissen wegen patriotischen Verhaltens verbracht wurde, ist als Versicherungszeit bei den verschiedenen Pensionsregimen doppelt anzurechnen. Wir verlangen, daß ebenfalls denjenigen diese Zeiten doppelt angerechnet werden, die einer beiragspflichtigen Versicherungen angehören (Landwirte, Handwerker, Geschäftsleute usw.).
5. Alle Personen die ad 1. als Opfer des Nazismus definiert sind, haben prinzipiell Anrecht auf integrale Entschädigung ihres moralischen und materiellen Schadens. Die zu entrichtende Entschädigung ist einheitlich und vertragsmäßig auf 1.500,- Franken (Index 100)

#### Quincaillerie

Outillage — Butagaz  
Armes — Munitions  
Jouets — Camping

#### Arts ménagers

Verres — Porcelaines  
Faïences — Cristaux  
Chauffage-Cuisinières

#### Ameublement

Meubles tous genres  
Tapisserie — Literie  
Voitures — Lits d'enf.

**J. WEIRICH** s. e. n. c.

DUDELANGE - Tél. 51 17 17  
avenue G.-D. Charlotte



modèles 1200 kg  
2000 kg

**TRANSPALETTES  
HYDRAULIQUES**  
pour palettes normalisées et hors-standard

**SECALT S.A.** LUXEMBOURG (Grand-Duché)  
Boîte Postale 420-Tél. 42971-Telex 437

## „Votre problème sera traité prioritairement,“

— déclarait-on au sein du Parti Démocratique lors de la campagne électorale. Sans aucun doute, c'était prometteur. Et la DÉCLARATION GOUVERNEMENTALE prononcée en date du 11 février 1969 devant le plenum de la Chambre des Députés, par M. Pierre Werner, président du nouveau gouvernement, qu'est-ce-que nous enseigne?

III. Politique générale, législation et administration, sous „problèmes d'actualité“ ad D):

«Les problèmes nationaux des héros et victimes de la Résistance, ainsi que ceux découlant de l'enrôlement forcé, retiendront toute l'attention du Gouvernement. Le Gouvernement continuera les pourparlers en cours avec les autorités allemandes en vue de trouver une solution satisfaisante au problème des enrôlés de force.»

Voilà, chers camarades, c'est tout! C'est laconique et ne dit guère grand-chose! Et encore, lors des débats sur la longue déclaration gouvernementale, il n'y eut aucune voix parmi les 56 Députés qui eût demandé des précisions à ce sujet!

Puisque les représentants du peuple ont omis de demander des précisions sur les mesures envisagées pour trouver une solution au problème des enrôlés de force, il faut bien que nous les demandions nous-même ultérieurement.

pro Monat für alle Zwangsrekrutierte festzusetzen, ohne irgendwelche Abzüge, und das für die ganze Dauer der Deportation, d.h. für die Zeit, die zwischen Beginn der Deportation und die effektive Zurückführung in die Heimat fällt. Das hierzu benötigte Geld schulden die Rechtsnachfolger des Dritten Reiches, die heutige Bundesrepublik Deutschland. Das Eintreiben der Geldmittel ist Angelegenheit der luxemburgischen Regierung. Unterläßt sie das, schadet sie nicht nur den Zwangsrekrutierten, sondern dem ganzen luxemburgischen Volk und jedem einzelnen Bürger im Staat.

6. Ein „Service social“ ist zu gründen. Alle kranken oder arbeitsunfähigen Zwangsrekrutierten, welche an moralischen und physischen Gesundheitsschäden leiden, sollen von dieser Einrichtung profitieren. Wir verlangen, daß ab sofort ein Delegierter unserer Organisation in die bereits bestehenden sozialen Dienste eingesetzt wird.
7. Wir verlangen, daß Kosten, die den Zwangsrekrutierten durch Krankheiten, als späte Folgen oder als direkte Folgen erlittener Verwundungen, Krankheiten und Mißhandlungen im Krieg, und die nicht von den Krankenkassen zurückgezahlt werden, ihnen vom „Office des Dommages de Guerre“ zurückerstattet werden. Für die Gegenwart und solange dies nicht der Fall sein wird, verlangen wir, daß die eben definierten Unkosten von den zu entrichtenden Steuerbeträgen abgesetzt werden.

Ohne den Anspruch der Vollständigkeit unserer noch offenstehenden Forderungen zu erheben, handelt es sich bei dem Vorerwähnten um sieben Hauptpunkte unseres Programms, auf deren Verwirklichung wir besonders pochen.  
j . . . . n

## Henri Léon Roth

(2. Fortsetzung)

### Zwangsweise im R.A.D.

Am Morgen des 7. Oktober 1942 begann jene Zeit, die für Henri Roth zum Höhepunkt seines jungen Lebens, vor allem aber seiner Resistenzarbeit werden sollte. Sie begann nicht anders, als sie für viele hundert gleichaltrige Luxemburger ebenfalls tat: Mit der zwangsweisen Abreise in den R.A.D.

Von Luxemburg aus ging es — natürlich unter bester Aufsicht einer ganzen Menge von reichsdeutschen RAD-Führern und Unterführern — zunächst bis nach Trier. Was auf diesem Teil der Fahrt alles an verbotenen luxemburgischen Liedern gesungen wurde, reichte vom „Letzeburg de Letzeburger“ über den „Feierwön“ zur „Hémecht“. Und dazwischen klang immer der Ruf „Ro'de Le'w, huel se!“ Und das für den „Sieg rollende Material“ der Eisenbahn blieb in keiner Weise verschont! Fenster gingen in Scherben; sogar eine WC-Tür flog hinaus auf den Bahndamm.

In Trier wurde der ganze „Haufen“ — wie es die Herren Deutschen nannten — aufgeteilt und in die Züge nach den verschiedensten Himmelsrichtungen verfrachtet. Für Henri Roth und mehrere Hunderte hieß sie: Nordosten.

Am Abend des nächsten Tages war die Fahrt zu Ende. In dem völlig verdunkelten Bahnhof von Zinnowitz kam das Kommando: „Alles aussteigen!“ Allerdings mußte der Großteil der „Reisenden“ gleich wieder in den Wagen einer schmalspurigen Werkbahn klettern, um nach einigen Kilometern das Lager Karlshagen bei Peenemünde zu erreichen. Henri Roth aber blieb im Lager Zinnowitz.

Übergehen wir die Ausbildungszeit, obwohl sie keineswegs gemütlich war, da die Luxemburger Jungens hier die Bekanntschaft mit dem preußischen Drill machten. Aber für Henri Roth gab es weit wichtigere Dinge.

Sagen wir zunächst, daß Zinnowitz ein kleiner Badeort auf der Insel Usedom ist; daß diese Insel in der Ostsee liegt und zwar in dem Teil, das den Namen Stettiner-Haff trägt. Auf ihr liegt ebenfalls, und zwar an der Nordspitze und nur wenige Kilometer von Zinnowitz entfernt, das kleine Fischerdorf Peenemünde, das als Erbauungs- und Erprobungs-Ort der Hitler'schen Vergeltungswaffen, V1 und V2, bekannt wurde. Und gerade um diese Waffen, mit denen die Nazis den Krieg endgültig für sich zu entscheiden gedachten, sollte es gehen.

### Nachrichten über Peenemünde . . . .

Die Sache begann eigentlich mit einem Brief, den Henri Roth am 27. 10. 1942 nach Hause schrieb. Vielleicht hatte sich Henri Roth nicht einmal etwas Besonderes dabei gedacht, als er schrieb, er und seine Kameraden müßten demnächst «wahrscheinlich in das Rüstungswerk

### Zwangsrekrute'ert

### «Mort pour la Patrie»

Peenemünde arbeiten“ gehen. Vielleicht wäre dies auch Vater Roth, trotz seiner Tätigkeit als „Oscar 8353“ im belgischen Nachrichten-Netz „Clarence“, nicht aufgefallen, wenn sich die deutsche Briefzensur nicht eingemischt gehabt hätte. Nicht nur, daß der Briefumschlag das Wort „Geöffnet“ trug, der Name „Peenemünde“ und die ganze untere Hälfte des Schreibens waren der Zensorenscheere zum Opfer gefallen. Das ließ den Vater Roth den LPL-Mann und Resistenzler aufhorchen, und als er tags darauf nach Bastnach kam — er hatte seine übliche Arbeitstour von Kautenbach herauf als Zugführer gefahren — und dort mit dem nächsten „Clarence“-Mann „Pierre 8360“ alias Gendarmieradjutant Adolphe Godart zusammentraf, erzählte er von dem also „behandelten“ Brief. Damit kam der Stein definitiv ins Rollen. Man interessierte sich höheren Ortes in der „Clarence“-Linie für dieses Schreiben und bat um weitere Nachrichten aus Peenemünde.

Diese blieben denn auch nicht aus. Nicht nur, daß Henri Roth den Namen von General Dornberger als obersten Chef des Rüstungswerkes Peenemünde melden konnte, er teilte auch jene des Raketenbauers Wernher von Braun und des Fliegers Ernst Udet mit.

Das wichtigste Schriftstück, das er, neben zusätzlichen Erklärungen und Skizzen, lieferte, ist zweifellos eine „Spezial Wanderkarte von den Inseln Usedom und Wollin“, die er, um die Zensur zu umgehen, vorsichtshalber in Zinnowitz bei der Zivilpost aufgab. Auf der Rückseite trug die Karte folgenden Text:

„Wo der Pfeil ist, befindet sich unser Lager, an der Straße nach Swinemünde. O = kleiner Flughafen für Wasserflugzeuge — Rüstungswerk Peenemünde 10 Km. Da wird die neue Erfindung ausprobiert. Es ist ein Lufttorpedo, der sich selbst weiterbewegt und dabei ein Geräusch macht, als wenn ein Geschwader von schweren Bombern ankäme.“

Und darunter zeichnete er mit einer gestrichelten Linie die Bahn, die das Geschloß beschrieb.

### . . . . erreichten englische Abwehr.

Diese Nachrichten gelangten über Vater Roth nach London und fanden dort die Beachtung, die ihnen zukam. Das beweist ein Auszug aus dem Buch „Die Geheimwaffen des Dritten Reiches“ des wohl am besten auf diesem Gebiet informierten englischen Historikers David Irving. Gemäß ihm sprach der Leiter der Abteilung für wissenschaftliche Abwehr im britischen Luftfahrtministerium, Dr. R. V. Jones, von Berichten, die seit Juni 1943 in London eintrafen und die, was Peenemünde betrifft, u.a. die geheime

## Auto-tecnic s. a.

90a, rue de Strasbourg - LUXEMBOURG

Téléphone: 21205 ou 24416 ou 26269

Accumulateurs

**Tudor**

Entwicklung eines „raketengetriebenen Torpedos“ vermelden.

Noch deutlicher zeigt der Peenemünde-Bericht, den die englische Abwehr herausgab, auf Henri Roth hin, da in ihm von einem **Torpedo**, das **motorgetrieben** sei und ein **Geräusch** verursache wie ein **Geschwader in niedriger Höhe**. Die Häufung dieser von Henri Roth gebrauchten Ausdrücke kann wahrhaftig kein Zufall sein.

Roth Vater und Sohn taten noch ein Weiteres, um London, und damit die freie Welt über die wichtigen Vorgänge zu unterrichten. Als der Sohn aus dem RAD zurückkehrte — es war am Neujahrstag 1943 —, veranlaßte ihn sein Vater, alle irgendwie wissenswerte Vorgänge seines Aufenthaltes in der Heeresversuchsanstalt zu Papier zu bringen, da die Engländer sie für äußerst wichtig hielten. Und auch diese Unterlagen wanderten via Service „Clarence“ über den Ärmelkanal.

Hätte es noch eines Beweises für die Größe der geleisteten Dienste bedurft, so wurde er jetzt geliefert: Aus England und Belgien kam für Henri Roth das Angebot, mit einem RAF-Flugzeug nach drüben geholt und dem Zugriff von Gestapo und Wehrmacht entzogen zu werden. Doch Henri lehnte ab, da er seine Eltern und Geschwister nicht auf diese Weise in Gefahr bringen wollte. Er zog am 13. Januar 1943 den verhaßten Soldatenrock an und . . . . sah seine Heimat nie mehr wieder.

„We owe him gratitude“.

Es sei hier nicht unterlassen zu sagen, daß die Briten auch heute noch die Leistung von Henri Roth recht hoch einschätzen. Dies geht aus einem Briefwechsel hervor, den Freund H. Koch-Kent mit einem Mr. Jones, Professor im „Department of Natural Philosophy“ an der Universität Aberdeen (Schottland) führte und der kein anderer ist als jener Dr. R. V. Jones, den wir bereits erwähnten.

Nachdem H. Koch ihm am 8.1.69 mitgeteilt hatte, daß H. Roth nun endlich in ehrenvoller Weise in seine Heimat zurückkehren konnte, schrieb Mr. Jones am 10.1.1969 u.a.:

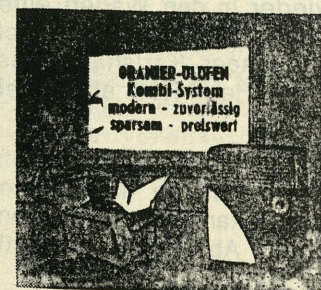
„It is good to know that Henri Roth has been so posthumously honored by his countrymen.

We in England owe him our gratitude. From your letter it does appear very likely that he was the source of one of our earliest warnings.“

(Übersetzung: Es ist gut zu erfahren, daß Henri Roth nach seinem Tode so von seinen Landsleuten geehrt wurde. Wir in England schulden ihm Dankbarkeit. Aus Ihrem Brief ist ersichtlich, daß er sehr wahrscheinlich die Quelle einer unserer frühesten Warnungen war.)

Über das Ende seines kurzen, aber dennoch wertvollen und wichtigen Lebens, soll in einer letzten Folge berichtet werden.

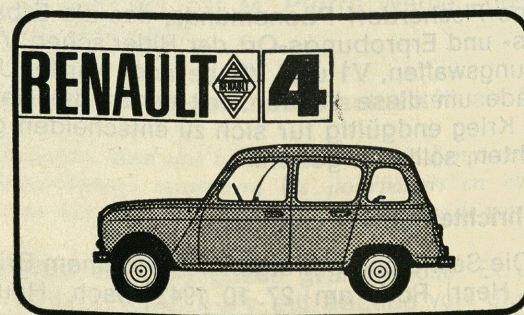
d. f.



Fers et Métaux

Quincaillerie

BUCHHOLTZ et ETTINGER  
Esch-sur-Alzette Tél. 54.17.85



Garage Jean RECH 32, rue de Luxembourg  
Esch-Alzette Tél. 52929

## Aus der Perspektive des Wählers

Als das provisorische Resultat unserer letzten Kammerwahlen bekannt war, veranstaltete pc im „tageblatt“ — es war am 18.12.68 — eine erste Betrachtung „Aus journalistischer Perspektive“. Es kann uns hier nicht darum gehen, diesen Leitartikel auf seinen eigentlichen Inhalt — der erste Versuch einer Erklärung der sozialistischen Niederlage — zu untersuchen. Das ist nicht unsere Aufgabe. Wir möchten doch einen Passus unter die Lupe nehmen, der zwar nur indirekt mit den Wahlen zu tun hat, der uns aber aus verschiedenen Gründen interessieren kann, ja sogar muß.

Es geht dabei um die Sendung, die Radio- und Télé-Luxembourg am späten Abend des Wahltages brachte, und in der unsere Rundfunkmänner eine ganze Reihe von Politikern und Journalisten aller politischen Schattierungen vor den Mikrofonen und Kameras zum Sprechen brachten.

pc schreibt darüber:

„Es gab urplötzlich interessante Rundtischgespräche, lebendige Interviews usw. Und man konnte nicht umhin, sich die Frage zu stellen, wie die Wahlkampagne verlaufen wäre, wenn vor den Wahlen und nicht nachher, solche Rundtischgespräche und Life-Sendungen stattgefunden hätten.“

Der erste Grund unseres Interesses an dieser Äußerung ist der, daß am Tage zuvor Hd vom „L.W.“ in das gleiche Horn gestossen hatte. Auch er lobte «unsere» Radio-Equipe bei dieser Gelegenheit.

„Und zwar geschieht das keineswegs aus dem Grunde, weil sie diesmal neben den Politikern auch einzelne Journalisten von der geschriebenen Presse zu Wort kommen liessen, sondern weil die ganze Initiative uns sehr glücklich dünkt und draussen beim zuhörenden oder beim zuschauenden Publikum sicher nachhaltiges Interesse geweckt und entsprechenden Anklang gefunden hat.“

Aus der Perspektive des Wählers können wir die Worte vom „Interesse“ und vom „Anklang“ nur bestätigen. Auch von uns aus ein großes Lob an die Adresse von Radio-Luxembourg in diesem Zusammenhang.

Übrigens gehen wir prinzipiell auch mit Hd einig, wenn er noch folgende Anregung macht:

„Sollte es nicht öfters, und zwar zu den verschiedensten Themen, zu derartiger Zusammenarbeit kommen?“

Einverstanden. Allerdings . . . .

Und hier taucht der zweite Grund unseres Interesses auf.

Wenn nämlich pc nur die Ansicht vertritt, daß „solche Rundtischgespräche“ bereits vor den Wahlen hätten stattfinden müssen um ihren vollen Wert zu haben; wenn Hd einen Schritt weiter geht, u. anregt, die «verschiedensten Themen» auf diese Art unter das Volk zu tragen, so möchten wir auf diesem Gebiet noch einer Erweiterung das Wort reden: Jener des teilnehmenden Personenkreises. Nicht nur Politiker und Journalisten sollen zu den verschiedensten Themen vor der Radio-Oeffentlichkeit Stellung nehmen, sondern politisch interessierte, aber nicht politisch engagierte Bürger, die für die einzelnen Themen kompetent sind.

Man sage uns nicht, daß nur Politiker und Journalisten, die alle nach der einen oder anderen politi-

schen Richtung orientiert sind, vollgütig über eine Sache diskutieren können, die die ganze Bevölkerung angeht. Man sage uns auch nicht, dass nur parteilich geschulte Personen derartige Kenntnisse aufweisen können. Das wären denn doch allzu grobe Übertreibungen, die uns zu dem Verdacht treiben würden, diese „Argumente“ dienten nur dazu, unbequeme, weil in eine unparteiliche Richtung tendierende Fragen von vornherein auszuschalten. Denn warum sollte man sich einen Hecht in den Karpfenteich setzen lassen, wenn man es verhindern und so das ruhige „Unter-Sich-Sein“ erhalten kann?

Mochten nämlich die von den Radio-Männern am 15.12. gestellten Fragen auch ab und an zu „lebendigen Interviews“ und zu „interessanten Rundtischgesprächen“ geführt haben, so wäre doch manche Zwischenfrage imstande gewesen, die Gesprächspartner noch viel weiter aus ihrer Reserve zu locken oder . . . in ein verschämtes Schweigen zu treiben. Daß es nicht soweit kam, ist leicht verständlich, denn unsere Radio-Leute dürfen — das soll keineswegs ein Vorwurf an ihre persönliche Adresse sein! — solche Situationen nicht heraufbeschwören. Schliesslich sind ihre Brötchengeber, lies Verwaltungsratmitglieder, Herren aus politischen Parteien! Wenn aber diese Sendung ihren wirklichen Zweck, nämlich, die objektive Information der Zuhörer, erfüllen soll, dann müssen solche Schranken fallen, dann dürfen solche Rücksichten nicht spielen.

Wir stellen uns derartige Tischrunden im Prinzip so vor, daß ein Radio-Mann die Gesprächsleitung übernimmt und somit neutral bleibt, während die Gesprächspartner einerseits aus zuständigen Politikern, und andererseits aus Journalisten und den vorerwähnten, politisch interessierten, aber neutralen Bürgern bestehen würde.

Um mit ganz konkretem Vorschlag aufzuwarten und genau zu verdeutlichen, wie wir es meinen, soll folgendes Beispiel gegeben werden: In der letzten Sitzung, die unsere Kammer abhielt bevor sie sich selbst auflöste, wurde der Grundstein für eine demnächstige Verfassungsänderung gelegt. Dies scheint uns fürwahr ein Thema, das einer Diskussion in der vorgenannten Weise würdig wäre. Hier könnte sich die Gesprächsrunde etwa folgendermaßen zusammensetzen: Gesprächsleiter: Nic. Weber; seitens des Ministerrats: Staatsminister Werner; seitens der Parteien: die Fraktionspräsidenten; die Zeitungen könnten ihre innenpolitischen Redakteure entsenden und als neutraler Bürger etwa Prof. M. Engel, der mit seiner Broschüre „Der Bürger im Staat“ seine Kompetenz für dieses Thema recht deutlich bewiesen hat.

In ähnlicher Weise könnte für andere, allgemein interessierende Themen verfahren werden. Sollte man wegen der Bezeichnung der «neutralen Bürger» in Verlegenheit geraten, so wende man sich ruhig an die «Enrôlés de Force». In unseren Reihen sind alle Richtungen und Schichten vertreten, sodass in dieser Beziehung kaum unüberwindbare Schwierigkeiten entstehen können.

Wir sind jedenfalls überzeugt, daß auf diese Weise eine viel bessere, weil ausgiebigere Information der gesamten Wählerschaft erfolgen würde. Was sich ganz gewiß nur zum Besten des Landes auswirken würde. Jedenfalls aus der Perspektive des Wählers. Und darauf kommt es doch schlußendlich wohl an. O d e r ?

d. f.

## Nos camarades nous écrivent

Récemment un de nos camarades d'infortune nous écrivit un épisode qu'il vécut de concert avec deux autres Luxembourgeois comme prisonniers de guerre en URSS. Nous avons fait précéder ce récit du titre: «Acte méritoire». Alors qu'il s'agit en l'occurrence d'un acte vraiment méritoire, le récit met, par ailleurs, en évidence les péripéties d'un sort cruel qui, par trop souvent était celui des jeunes Luxembourgeois, méconnus, haïs parmi les hommes battus, mais récalcitrants de la soldatesque hitlérienne. Quoique battus et humiliés, ces super-hommes refusaient d'admettre la défaite des armées allemandes. Ils s'étaient rendus maîtres des camps de prisonniers, aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest.

Les jeunes Luxembourgeois «Enrôlés de Force», dispersés par groupes épars au milieu de milliers d'Allemands, se trouvaient dans des situations précaires, pour ne pas dire désespérées. Ayant suivi les conseils lancés sur les ondes de la BBC par les gouvernants luxembourgeois en exil à Londres, leur désillusion était terrible après le changement de camp. Nombreux sont ceux qui périrent misérablement pour avoir suivi cet appel luxembourgeois de Londres!

Le nombre de ces malmenés qui furent liquidés par les Allemands dans l'enceinte des camps de prisonniers ne sera jamais connu. Parmi eux nous comptons les centaines de disparus, desquels nous manque jusqu'à ce jour toute information sur leur sort.

Le salut des rescapés dépendait presque toujours de la coïncidence de circonstances exceptionnelles. Le cas des trois Luxembourgeois emprisonnés au camp russe à Timisoara, en est la preuve et nous en dit long. Il n'y eut jamais de solution facile et personne ne devait attendre une aide luxembourgeoise. Et sans la moindre exagération on peut prétendre que ces trois n'auraient, eux aussi, plus jamais revu leur patrie sans les concours précieux et désintéressés des Français.

### Acte méritoire qu'il serait injuste de laisser sombrer dans l'oubli

Pendant l'hiver 1944/45 nous étions trois jeunes Luxembourgeois, perdus parmi 42.000 prisonniers dans l'immensité du camp russe dressé à Timisoara (Temesvar).

Tous nos efforts pour faire reconnaître notre qualité de ressortissants d'un pays indépendant et allié, victimes d'une incorporation forcée, échouèrent implacablement parce que les maîtres du camp ignoraient officiellement tout de notre sort.

Aussi, les multiples demandes nous avaient-elles finalement fait comprendre qu'il n'existait pas de solution luxembourgeoise à notre cas.

Nous eûmes alors la chance de rencontrer quelques Lorrains et Alsaciens, qui étaient parvenus à créer entre eux des contacts permanents et à se grouper autour d'un officier français, lui-même prisonnier par le jeu cruel du sort. Cet officier avait été, en effet, «emmené» par les troupes russes, alors qu'il se trouvait en Hongrie comme prisonnier de guerre des Allemands!

Nos nouveaux amis nous ont spontanément acceptés dans leur groupe, bien que leur geste ne pût que rendre leur propre situation plus délicate. Leur principal argument, qui consistait à se faire accepter comme groupe homogène de Français, risquait évidemment d'être affaibli par notre présence aux yeux des dirigeants russes extrêmement châtouilleux et des soldats allemands très vigilants.

Les démarches du groupe „Alsace-Lorraine” ont été finalement couronnées de succès et le commandant du camp nous faisait, enfin, annoncer l'heureuse nouvelle de notre libération.

Des soldats de la „Wehrmacht” ont alors essayé, avec un acharnement incompréhensible (juillet 1945!), de contrecarrer cette mesure de libération «anticipée» en

s'efforçant de convaincre les officiers russes que tant les Luxembourgeois que les Alsaciens et Lorrains étaient des Allemands

Après cette dernière alerte, nous pûmes quitter le camp, enfin libres, bien que dans un état pitoyable et à l'extrême limite de la résistance physique. Chaque jour qui passait avait ajouté des dizaines de morts aux milliers déjà entassés dans les fosses communes.

Nous avons été acheminés vers l'hôpital militaire de Mulhouse, où des soins médicaux nous furent prodigués avec dévouement et amabilité. Nous avons été vêtus, nourris et logés, comme si notre propre patrie nous avait déjà accueillis; le tout gracieusement, faut-il le souligner.

Un grand merci à nos amis!

Comme le récit qui précède concerne surtout nos camarades d'infortune de l'Alsace et de la Lorraine, et étant donné qu'il fait l'éloge d'un groupe des leurs, nous prions les dirigeants des différents groupements des incorporés de force français de bien vouloir assurer une large divulgation de cet article.

S.H.

Distillerie de Goudron

**SCHOCK-STRENG**Esch-sur-Alzette  
2, route de Belval  
Téléphone 520-69

HYDROFUGE POUR TOITURES ET TERRASSES

### Section de PETANGE

D'Sectio'n Pe'teng invite'ert d'Familljen vun hire Memberen, E'rememberen an Komerôden aus den Nôpeschsectio'nen herzlichst op hire **Gro'Ben Familljenôwend**, e Samschdeg, den 22. März 1969 am Hôtel Hamer - Pe'teng-Gare. Entrée frei - Danz frei - Tombola - Frei Nuecht

Choucroûte Garnie à 90.-  
Plat du Chef à 75.-

Ufank: 20 Auer präzis. 1. Danz kûrz nô 21 Auer. Umeldongen beim Caissier Em. Noel,

1, rue de la Paix

am Coiffeursalon Fr. Muller  
an am Hôtel P. Hamer

bis spe'tstens den 17.3.69

De Comité



«Sag mal, Jang, kennst du den Unterschied zwischen Persil und der S.A.P.L.»

« - ? ? - »

«Persil hat zwei Weiss-Macher und die SAPL nur einen. Aber dieser ist viel wirksamer!»

### Päng !

R. L. - 6. 2. 69

A propos de la séance d'ouverture de la nouvelle chambre des députés nous lisons:

Krier (socialiste), doyen d'âge . . . ouvre la séance, invitant en tout premier lieu une commission de 15 membres à la vérification des mandats. A cet effet, la séance est suspendue durant une vingtaine de minutes.»

A voire cette vitesse, on comprend beaucoup!

### Päng !

A voir cette comédie, on comprend encore plus!

### Päng !

R. L. - 6. 2. 69

M. Pierre Grégoire lit son discours après son élection à la présidence de la Chambre.»

Le nouveau 1er citoyen était tellement surpris de son élection, qu'il avait préparé son «discours d'usage».

La comédie continue !

### Päng !

R. L. - 6. 2. 69

(Melle Astrid Lulling, oeillet rouge à la boutonnière, prête serment.)

Oeillet rouge, symbole de l'amour à la cause?

### Päng !

«Déclaration gouvernementale

Les problèmes nationaux des héros et victimes de la Résistance, ainsi que ceux découlant de l'enrôlement forcé, retiendront toute l'attention du Gouvernement.»

TOUTE l'attention?! - Mais voyons, Messieurs! Que deviendra alors du tas des autres problèmes énumérés dans ce programme et qui, tous, sont dits d'importance extrême?

Seriez-vous des super-hommes?

### Päng !

«Le Gouvernement continuera les pourparlers en cours avec les autorités allemandes en vue de trouver une solution satisfaisante au problème des enrôlés de force.»

Pourparlers en cours. - Depuis quand, s'il vous plaît?

Solution satisfaisante. - Pour qui, s'il vous plaît? Peut-être pour . . . Messieurs les Allemands?

«Die luxemburgische Regierung hat sich als grosszügig erwiesen.»?

### Päng !

19. 2. 69. - Deutsches Fernsehen - Tagesschau - 22,30 Uhr.

Der luxemburgische Aussenminister wird erwähnt u. als «Herr Thron» angesprochen.

Es war ganz gewiß keine Absicht dabei; und es war auch kein Fastnachtsscherz, denn der 19. 2. war ja der Aschermittwoch.

Bleibt nur zu hoffen, daß Herr Thron es nicht als ein böses Omen für seine eventuelle baldige «Enthronung» deutet. Das wäre denn doch eine allzu kurze Thronschafft gewesen. Nicht wahr, Herr . . . Thron?

### Päng !

**CHARIOTS - ELEVATEURS HYDRAULIQUES**

200 kg  
500 kg

**SECALT S.A.** LUXEMBOURG (Grand-Duché)  
Boite Postale 420-Tél. 429 71-Telex 437

### MONSIEUR,

Pas d'élégance sans une coupe sculptée au rasoir et une coiffure adaptée à votre visage

## Salon Jean

ESCH/ALZETTE, 25, Rue Bolivar, Tél.: 53 845

## Nach der „ZEIT“, der „STERN“

Es gibt einen oft gebrauchten Spruch, der da lautet: „Wenn zwei das Gleiche tun, so ist es nicht das Gleiche“. Wie alle Sprichwörter, so gilt auch dieses nur beschränkt und wird oft ins Gegenteil verwandelt. Wir erlebten es neulich wieder einmal. Nachdem nämlich die Hamburger „Zeit“ in ihrer Nr 51/68 über unser Ländchen berichtet hatte (siehe „Sacrifiés“ Nr 1 S. 12), hat der „Stern“ nun das Gleiche in seiner Nr 5/69 getan. Und siehe da! In diesem Bericht entdeckten wir eine Reihe von Ungereimtheiten, wie sie auch in dem „Zeit“-Bericht gestanden hatten. Die beiden Zeitschriften taten das Gleiche und – es war auch das Gleiche! Woran das liegt? Etwa daran, daß die beiden Blätter von Deutschen für Deutsche verfasst werden? Oder vielmehr, weil in den zwei Fällen der – gleiche Autor schrieb? Jedenfalls stellen wir fest, daß Josef Müller-Marein im „Stern“ seine «Träume in Nachbarsgarten» leicht vorsichtiger deutet, als er in seiner „Zeit“ in „Europas winzigem Paradies“ herumtrampelte.

Wir haben gute Gründe anzunehmen, daß diese leichte Vorsicht auf einen Brief zurückzuführen ist, den Freund Henri Koch-Kent am Tage nach dem Erscheinen des «Zeit»-Berichtes, nämlich am 21. Dezember 1968, an J. Müller-Marein schrieb, in dem in freundlichen, aber präzisen Sätzen auf die Gefährlichkeit von mehreren unwahren Behauptungen hingewiesen worden war. Einige Sätze haben deutliche Spuren im „Stern“-Artikel hinterlassen, wie ein Vergleich beweisen kann. Allerdings wurden diese Bemerkungen von Josef Müller-Marein durch die deutsche Brille gelesen und dementsprechend umgedeutet.

So schrieb Freund Henri Koch beispielsweise:

*Mit dem Satz, dass viele Soldaten fürs Vaterland fielen, im Kampf von Deutschen gegen Deutsche, werden Sie einen Sturm im hiesigen Blätterwald entfesseln. Die keltischen Ureinwohner des Großherzogtums, dessen moselfränkische Mundart von einer germanischen Erobererminderheit aufgezwungen wurde, weigern sich auch heute noch, als Stammesbrüder betrachtet zu werden, besonders nach dem letzten blutigen «Heim ins Reich»-Experiment.*

Daraus schließt der „Stern“-Autor, „daß die Luxemburger, ungeachtet dessen, daß sie im Mittelalter vier deutsche Kaiser stellten, lieber sagen, daß sie keltischer oder gar vorkeltischer Abstammung seien!“

Er behauptet weiter: „Es ist jedoch der Ruf „Heim ins Reich!“, der die Luxemburger nicht vergessen läßt, woher sie stammen.“

Und weiter, nachdem er uns in puncto Eigensprachlichkeit als „besonders empfindlich“ bezeichnet hat:

„Sie halten ihr „Letzeburgisches“ für eine eigene Sprache, und viele möchten am liebsten jede Ähnlichkeit mit einem deutschen Dialekt leugnen.“

So deutlich diese Sätze den Einfluß des Koch'schen Briefes beweisen, so deutlich zeigen sie auch die besagte

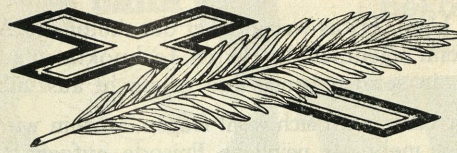
„deutsche Brille“ von Josef Müller-Marein. Denn die Luxemburger haben ihr „Letzeburgesch“ noch nie als „eigene Sprache“, sondern vielmehr als ein Idiom bezeichnet. Sogar die Ähnlichkeit mit einem deutschem Dialekt“ wurde nie geleugnet, ansonsten man hierzulande nicht von «letzeburger-deitsch» sprechen würde. Nein, Herr Josef Müller-Marein, hier haben Sie eine Behauptung aufgestellt, die nicht stimmt u. – was viel wichtiger ist! – auf die es nicht ankommt. Denn die Sprache kann nicht das Entscheidende für die Volkszugehörigkeit einer Gruppe von Menschen sein. Ansonsten müßte etwa die Schweiz unter Deutschland, Frankreich und Italien aufgeteilt werden. (Was nicht einmal Hitler & Co taten!) Und viel weniger noch als eine gleiche Sprache, kann ein verwandter Dialekt diese Basis sein. Ansonsten müßte man die Bayern zu den von ihnen so sehr „geliebten“ Preußen zählen. Oder etwa die Moselfranken zu den Pommern. Nein! Das Entscheidende für die Volkszugehörigkeit muß der freie Volkswille sein. Nur er kann auf demokratische Art und Weise maßgebend sein. Alles andere wird zur Diktatur und hat – wie etwa die vier Luxemburger auf dem deutschen Kaiserthron – seine Ursache in der Politik. Daß diese nicht immer im Interesse des Volkes und schon garnicht des Nachbarvolkes gehandhabt wird, braucht ja wohl nicht bewiesen zu werden.

Was nun die „einigen tausend“ Luxemburger betrifft, die «in deutsche Uniformen gesteckt wurden, so daß nicht wenige von ihnen später teil am Unglück russischer Kriegsgefangenschaft hatten», so muß gesagt werden, daß dies eine recht zaghafte Ausdrucksweise ist. Denn – das sei zum x-ten Mal betont! – sie wurden nicht einfach in die deutschen Uniformen „gesteckt“, sondern entgegen allem Menschen- und Völker-Recht, hineingezwungen!

Das aber wird weder im „Stern“, noch in der „Zeit“ von Herrn Josef Müller-Marein gesagt! Warum? Aus Rücksicht auf die Gefühle der deutschen Leser? Muß darum die Wahrheit verschwiegen werden? Diese Methode liegt auch dem Satzteil von der Teilnahme „am «Unglück russischer Kriegsgefangenschaft» zugrunde. Denn die Kriegsgefangenschaft, auch die russische, war nicht das größte Unglück an dem teilzunehmen „einige tausend“ Luxemburger widerrechtlich gezwungen wurden. Viele von ihnen erlitten auch das, was in Deutschland mit dem Wort «Heldentod» bezeichnet wird.

Die vielen, von Josef Müller-Marein erwähnten Denkmäler und das ebenfalls zitierte Wort „Für das Vaterland gefallen“ (wobei unter „Vaterland“ in keiner Weise „Deutschland“ zu verstehen ist!!!) zeugen davon. Aber auch das wird im „Stern“ verschwiegen. Und macht somit den Bericht über Luxemburg unwahr. Wenn dies der Zweck des Journalisten Josef Müller-Marein ist, dann sollte er lieber die Feder beiseite legen. Sonst macht er sich schuldig am Nichtverstehen der Völker und damit am Nichtzustandekommen eines wirklichen Friedens. Wir möchten Herrn Josef Müller-Marein eine solche Absicht nicht unterstellen, aber wir möchten ihn und alle seine Berufskollegen ersuchen, wenn sie schon über unser Ländchen berichten, sich gründlich zu informieren und wahrheitsgemäß zu schreiben. Andernfalls Schweizer Gold wäre!

d. f.



La section des Enrôlés de Force, Victimes du Nazisme, Dudelange, a le triste devoir de faire part du décès de son membre

Madame Ferdinand ROSSBORY  
née Anne Klein

7.11.1920 — 15.1.1969

Nous lui garderons un souvenir ému et inaltérable.

A sa famille nos condoléances les plus sincères.

D'Komerôden, de' vum 16.02 bis 10.5.43  
an der RAD-Abteilung 5/31

zu Wollstein woren,

si gebieden sech mat hirer vollstänneger  
Adress beim

HIRT Jean-Pierre  
Ettelbreck

95, rue de Warken  
(Tel. No 828-99)

ze mellen.

### Literie Ad. Rasqui-Langers

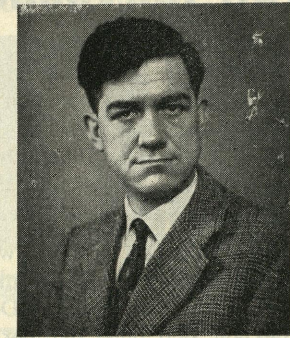
Voitures d'enfants

Literie-Trotinettes

★ Grand choix en vélos ★

ESCH-ALZETTE - 135, du Brill - Tél.: 52 135

### IN MEMORIAM



### ALBERT KONZ

Im besten Mannesalter von knapp 44 Jahren hat uns unser Kamarad Albert KONZ für immer verlassen.

Gebürtig aus Beckerich, als 5tes Kind einer 9-köpfigen Familie wurde der junge Albert Konz zu Beginn des Jahres 1943 zum Reichsarbeitsdienst eingezogen und im Herbst des gleichen Jahres zur Wehrmacht zwangsrekrutiert. Es war ihm geglückt 1944 nach der Schweiz zu desertieren, von wo er 1945 rapatriert wurde.

Durch einen tragischen Unglücksfall im Jahre 1962, die eine Lähmung nach sich zog, war Albert Konz bis zu seinem Tode ans Bett gefesselt.

Am vergangenen Freitag den 7. Februar gaben ihm seine zahlreichen Verwandten und Freunde, unter Ihnen die Zwangsrekrutierten der Umgebung und seines Heimatortes, das letzte Geleit.

Dem gramgebeugten Vater und seinen Geschwistern entbieten wir unser aufrichtiges Beileid.

Albert Konz aber möge ruhen in Frieden.  
ck

### Erneiert Ert Abonnement op de „SACRIFIÉS“

Mir léen déne lokale Sektion'scomitéen un t'Hèrz derfir ze surgen, dat këng Verspe'dongen entstinn beim Encaisse'ren vun de Cotisatio'nen fir 1969. T'Komerôden aus dem Zentralcomité können oni êr Mathöllef ké gudd Fonktionne'ren vun der Assoziatio'n garantere. Duerfir bieten mir iech êr routineme'sseg Arbecht prompt ze erlédegen.

Matgedélt vun der  
Association des Enrôlés de Force  
Victimes du Nazisme

CHAUFFAGE

SANITAIRE

Georges Berg

ESCH sur ALZETTE

33, bd Prince Henri - Tél.: 5 33 80 et 5 29 16

### La Maison Alfred Poggi

Fruits et Primeurs en Gros  
est au service de la clientèle  
depuis plus d'un demi-siècle

Esch-Alz. - Tél.: 52 341 Luxembourg: 48 21 41



## Zu starke nervliche Belastung

Eine recht sonderbare Angelegenheit lieferte den Stoff zum Leitartikel der französischen Monatsschrift «Le P.G.» Nr. 447 - Dezember 1968 (Organ der «Fédération Nationale des Combattants Prisonniers de Guerre»), der betitelt war: «Die 'Regel', welche tötet...»

Zu Beginn dieses Artikels mussten wir feststellen, dass es, genau wie bei uns, auch in Frankreich an objektiver Information des Volkes fehlt. Der Autor besagten Artikels beklagt sich bitter darüber, dass, soweit ihm bekannt, nur eine einzige Tageszeitung, u.z. «Le Monde», im unendlichen Blätterwald der französischen Presse über einen Vorfall berichtete, der die Öffentlichkeit unweigerlich aufgerüttelt hätte. Doch war die zu verbreitende Nachricht, wie wir gleich sehen werden, manchen Kreisen sehr unbequem.

Ein «ancien combattant», Freiwilliger des zweiten Weltkrieges, H. Raymand Clement, hatte im November 1968 Selbstmord begangen. Warum?

Im August 1945 war er regelrecht demobilisiert worden. Auf Wunsch des Generals, Chef-Kommandant der französischen Truppen in Deutschland, hatte er die Leitung des Offiziersklubs in Baden-Baden übernommen, und investierte persönliches und Familien-Kapital darin.

Im Jahr 1947, als der französische Franke immer mehr entwertete, zog sich Clement zurück und war naiv genug zu glauben, er könnte seine Kapitalien nach Frankreich zurückbringen. Er wusste nicht, dass er es mit der sacro-sankten Verwaltung, der «Administration» zu tun bekäme, die alle menschlichen Probleme einfach hin verkennt...

Ab 1948 nahmen die deutschen Autoritäten wieder all ihre Rechte in der Bundesrepublik war und schlugen den alliierten Verwaltungen ein gewisses Kapital, als Pauschalabfindung, vor, das dem Geldumtausch mit deutschen Bürger dienen sollte.

Das französische Schatzamt nahm die Pauschalabfindung der Bundesrepublik an. Inbegriffen waren die Kapitalien von H. Raymond Clement. Frankreichs Tresor aber wies einen Teil der Abfindung an französische kulturelle Werke ostwärts seiner Grenze. Den Rest behielt er für sich. H. Raymond Clement aber wartete vergebens bis 1968, damit die französische Administration sich bequeme, ihm die geschuldeten Summen zu bezahlen. Seine zahlreichen Interventionen erwiesen sich als nutzlos und das, obschon die französischen Militärautoritäten in Deutschland und zahlreiche andere Persönlichkeiten, darunter mehrere Minister im Amt, Clements Bemühungen unterstützt hatten.

Nach mehr als zwanzig jahrelangen Anstrengungen, nachdem er sich an der allmächtigen Verwaltung gestossen hatte, einer Verwaltung, der die Eingeweiden fehlen, die keinen Kontakt mit dem Leben hat und komplett runiniert ist; nachdem ihm nichts von all dem, was sein war, zurückerstattet worden war, beging H. Raymond Clement Selbstmord...

Das sind die nackten Tatsachen!

Und weiter stellt der Autor fest, dass in anderen Zeiten eine heftige Pressekampagne die öffentliche Meinung auf den Plan gerufen und ihren Wiederhall in den höchsten Kreisen der französischen Republik ge-

funden hätte. Etwas weiter, fragt der Autor des Artikels, wann denn eigentlich die Herren Technokraten aufhören würden, in seinem Lande ihre Allmacht auszuüben.

Der Leser wird sich wohl fragen, warum wir eigentlich diese mehr als peinliche Episode aufgegriffen haben. Nun, die Antwort darauf ist leicht. Nicht, dass wir einen Selbstmord bekannt machen möchten. Das ist nicht unsere Art, und sensationslüstern sind wir auch nicht, wie wir auch keinen Gefallen an sowas haben. Wir lehnen selbstverständlich jeden Selbstmord ab. Und doch!

In welchem Zustand muss sich ein normaler Mensch befinden, der sich den Freitod gibt? Doch nur in höchster Verzweiflung, oder wie es neuerdings an der Tagesordnung ist - aus Protest. Im vorliegenden Fall wird öffentlicher Protest das Motiv gewesen sein. Aber deswegen griffen wir ihn nicht auf.

Vielmehr erwähnten wir dieses herzbrechende Drama, weil die Behandlung des ehemaligen französischen Frontkämpfers seitens seiner Verwaltung der ähnelt, die unsere luxemburgische Regierung uns Zwangsrekrutierten angedeihen lässt. Auch wir stossen auf eine allmächtige, harte, unmenschliche «Administration» Vier- und zwanzig Jahre hindurch verschleppten die Regierenden Luxemburgs eine gerechte Lösung des Problems der Zwangsrekrutierten. Sie hielten sie hin wie kleine Kinder und behandelten sie, wie jenen ehemaligen Frontkämpfer Raymond Clement.

**Absage, Versprechen, Hinhalten, ab und zu etwas Flickwerk, dann wieder Hinhalten, wieder Versprechen und anschließend wieder glatte Absage. So wurden die Zwangsrekrutierten von ihren jeweiligen Regierungen ein halbes Jahrhundert hindurch behandelt.**

Wer sollte dessen nicht überdrüssig werden? Wen sollte das nicht zum verzweifeln bringen? Wer kann eine allzu starke nervliche Belastung schadlos überstehen?

Die Zwangsrekrutierten sind *auch* und *nur* Menschen! Und auch ihnen wird unweigerlich eines Tages der Geduldsfaden zerreißen! Und dann - - - ?

Ja, was dann?! - - -

h-r.

*Imprimerie  
Kremer - Muller & Cie*

Esch-sur-Alzette  
56, rue des jardins  
Téléphone 521-85

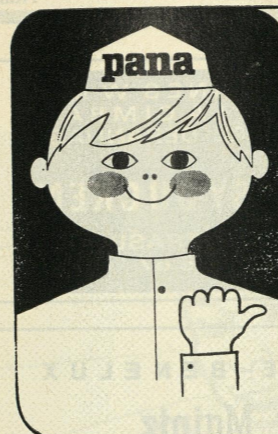
LA MAISON

**Schaafs & Martin**

Confection - Chemiserie  
84, Grand' rue

Luxembourg

se recommande à tous les vrais Grand-Ducaux



ein besonders schmackhaftes und  
bekömmliches Brot mit grossem Nährwert  
in spezieller Frischhalte-Packung

**pana**  
pain luxembourgeois de qualité

## „Lex Gerstenmaier“ und wir.

Der Fall des Bundestagspräsidenten Gerstenmaier — Fall im doppelten Sinn des Wortes — ist ausgiebig in Wort und Schrift pro und contra behandelt worden, so ausgiebig und mit soviel Einzelheiten, daß sowohl mancher Leser und Hörer nicht mehr recht erkennen konnte, worum es eigentlich ging. Desto erfreulicher mutet uns die Art und Weise an, mit der unser Wochenmagazin **REVUE** in seiner Nr. 5 Seite 6 vom 1.2.69 dieses Thema behandelt. Hier der REVUE-Text:

«Entschädigter Parlamentschef

281.107 DM - umgerechnet rund 3,6 Mio unserer Franken - brachten den Thron des deutschen Bundestagspräsidenten Dr. theol. Gerstenmaier ins Wanken. Dem Bundestagschef, CDU-Mann und vom Freisler-Gericht nach der 20. Juli Verschwörung 1944 zu sieben Jahren Zuchthaus verurteilter Widerständler gegen Hitler, wird vorgeworfen, er, der stets das Volk zum Sparen anhielt, habe sich ungehörig am Staat bereichert. Die Bereicherungsprozedur: Gerstenmaier sorgte als Bundestagspräsident für die rapide Verabschiedung eines Wiedergutmachungsgesetzes - «Lex Gerstenmaier» -, das den Staat zu Renten- und Gehaltsnachzahlungen an jene Bürger verpflichtete, die in den Vorkriegsjahren

die Professoren-Laufbahn einschlagen wollten, ihrer Regime-Feindlichkeit wegen aber von den Nazis darin gehindert wurden. Kaum war das Gesetz gestimmt, als auch schon der erste Professoren-Wiedergutmachungsantrag vorlag. Antragsteller war Eugen Gerstenmaier; die Begründung: seine - verschiedentlich angezweifelte und nicht ganz erwiesene - Widerstandstätigkeit habe verhindert, dass er Dozent der Theologie wurde. Dem Antrag wurde stattgegeben und der, als Bundestagspräsident gutverdienende, verhinderte Professor Gerstenmaier erhielt 281.107 DM als Entschädigung für das ausgebliebene Dozentengehalt sowie eine Altersrente von monatlich 2500 DM zusätzlich zu der späteren Bundestagspräsidentenpension in Höhe von 5500 DM.

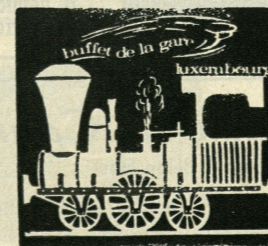
Als Gerstenmaiers lukrative Tour ruchbar wurde und der Bundestag entdeckte, dass das von ihm gestimmte Wiedergutmachungsgesetz zuerst seinem Präsidenten privaten Nutzen brachte, geriet Gerstenmaier ins Kreuzfeuer der Kritik. Jetzt wird des Bundestagspräsidenten Rücktritt gefordert; seine eigene Partei sieht sich schon nach einem Nachfolger für Gerstenmaier um.

Der Nachfolger wurde inzwischen gefunden. Doch ist das eine innerdeutsche Angelegenheit, die uns weder als Zwangsrekrutierte noch als Luxemburger interessieren kann. Genau wie es uns nichts angeht, ob und in wieviel das deutsche Volk einen seiner höchsten Beamten Geld nachwirft oder nicht.

Das Prinzip, das diesem Fall zu Grunde liegt, muß uns aber interessieren und zwar wohl als Luxemburger im allgemeinen, wie auch als

**Buffet de la Gare**

LUXEMBOURG  
Tél.: 240 93



Cuisine soignée - Salles pour réunions et banquets

**monopol : schotter**

DAS GROSSE HAUS FÜR'S BESTE  
HERREN-, DAMEN-, UND KINDERBEKLEIDUNG

**Ignis**

Machines à laver - Réfrigérateurs -  
Cuisinières à gaz - Congélateurs -  
Boyleurs

## Fern. Geimer-Sunnen

Ameublement - Menuiserie - Ebénisterie  
Grand choix en meubles de tous genre  
Exécution de travaux de Menuiserie et  
d'Ebénisterie

Place de l'Eglise tél.: 6 91 82 Bech-Kleinmacher

Zwangsrekrutierte im besonderen. Dies zeigt ein Vergleich zwischen den Ursachen, die zu Gerstenmaiers Entschädigung führten und unserer eigenen Lage.

Basis für Gerstenmaiers Entschädigung war seine Regime-Feindlichkeit. Letztere kann man uns auch nicht abstreiten, ansonsten wir ja keine Zwangsrekrutierte geworden wären.

Gerstenmaier wurde entschädigt für seinen während der Hitlerzeit erlittenen Lohnausfall. Dieser Lohnausfall trat für uns während der Zeit der Zwangsrekrutierung zu RAD, KHD und Wehrmacht ebenfalls ein und zwar noch weit totaler als für Gerstenmaier, denn er konnte damals den Lohn aus einer anderen Berufstätigkeit nach Hause tragen, dieweil wir lediglich den mehr als kärglichen Sold (1,- RM pro Tag!) erhielten.

Als man unseren Fall in dem berüchtigten Schandvertrag „löste“, klassierte man uns einfach unter die Kriegsoffer, für die es weder Regime-Feindlichkeit, noch Entschädigung für Lohnausfall gab. Und man begründete dieses Vorgehen damit, daß die Verträge von Paris und London eine direkte Behandlung des Problems nicht zuließen und daher nur der Weg über ein deutsches Gesetz bliebe. Das einzige deutsche Gesetz aber, das in dieser Beziehung bestehe und in Frage komme, sei jenes über die Kriegsoffer, das BVG (Bundesversorgungsgesetz).

Nun, der Fall Gerstenmaier zeigt überdeutlich, daß es noch eine andere Möglichkeit gab und ... noch immer gibt. Nämlich jene der Schaffung eines neuen, einschlägigen deutschen Gesetzes! Ja, es würde sogar genügen, die „Lex Gerstenmaier“ von der Professorenlaufbahn auf die anderen Berufe auszudehnen.

POUR VOS CHAUSSURES,  
UNE SEULE ADRESSE :

### Chaussures Margot

Propriétaire : THOSS-JACOBS  
ESCH-SUR-ALZETTE  
22. avenue de la Gare - Téléphone 532 68

NETTOYAGE A SEC PRESTO SHOP  
89, rue de l'Alzette - Tél. 54 02 34  
LAVOIR-BLANCHISSERIE EDELWEIS  
41-43, rue du Claire-Chêne - Tél. 54 25 42  
Dépôts officiels :  
Luxembourg - 105 rue Ad. Fischer - Tél.: 48 11 48  
Luxembourg - 95, avenue Guillaume - Tél.: 208 27  
Luxembourg - 32, rue du Curé  
Bettembourg - 4, route d'Esch - Téléphone 51 22 19

CAFÉ-MACHINES W.M.F.  
ESPRESSO: LA CIMBALI  
VENTE SERVICE-DÉPANNAGE

### JOSY JUCKEM

60-62, RUE DE STRASBOURG  
TÉLÉPHONES: 255 67 / 40115

GALERIE BENELUX

### Ady Maintz

ESCH-ALZETTE

45-47, rue Léon Jouhaux - Tél.: 54 01 62

Große Möbelausstellung in 6 Stockwerken

M A Z O U T

Charbons

Cokes

Briquettes

Pommes-de-Terre

Transports

Vente de réservoirs à partir de 500 jusqu'au 1200 ltrs

*Marcel*

*Schroeder-Wagner*

ESCH-SUR-ALZETTE

Chantier: r. d champs, Tél. 52740

Privé: 72, bd Pr. Henri, Tél. 542098

Wir wären dann sogar für einmal bereit, uns ohne Widerspruch nach einem deutschen Gesetz behandeln zu lassen! Wir würden dabei keineswegs auf eine monatliche Rente von 2.500,- DM bestehen! Und auch eine einmalige Wiedergutmachungs-Summe bräuchte keineswegs auf den Gerstenmaier'schen Betrag von 281.107,- DM lauten! So exigent sind wir ganz und gar nicht. Aber ein solches Gesetz würde uns den Beweis erbringen, daß es dem heutigen deutschen Staat wirklich ernst gemeint ist mit seinen Versprechen, Wiedergutmachung leisten und mit unserem Ländchen in Frieden und guten Beziehungen leben zu wollen.

d. f.



Machines à coudre  
de réputation  
mondiale

**N. Boes-Kayser**

Esch/Alzette

Tél.: 540272

111, rue de l'Alzette

Démonstration - Service  
à domicile - Article  
Electro - Ménagers

### Restaurant du Commerce

Propri.: Behm-Huss

LUXEMBOURG - 13, Place d'Armes

Téléphone 269-30

RENDEZ-VOUS VUN ALLEN ENROLES DE FORCE